

INDE

La croissance économique ralentira quelque peu, mais restera soutenue, atteignant un rythme proche de 7 ½ pour cent en 2019 et 2020. La hausse des prix du pétrole et la dépréciation de la roupie provoquent des tensions sur la demande, l'inflation, le solde des paiements courants et les finances publiques. Néanmoins, l'investissement des entreprises et les exportations seront dynamiques, car les réformes structurelles portent leurs fruits, notamment le nouveau Code de l'insolvabilité et de la faillite, la simplification des obligations fiscales relatives à la taxe sur les biens et services, l'amélioration des routes et des réseaux d'électricité ainsi que la recapitalisation des établissements bancaires.

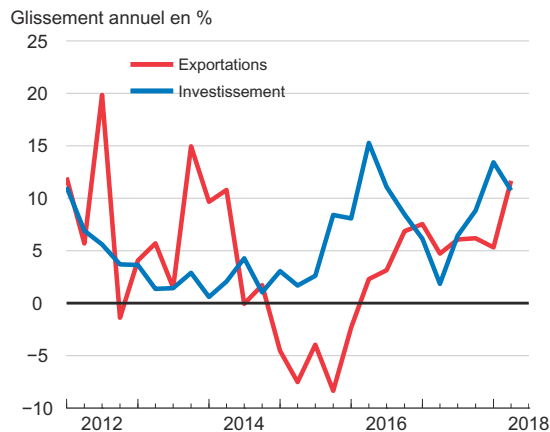
Il sera nécessaire de durcir la politique monétaire, étant donné que les anticipations d'inflation sont orientées à la hausse et que plusieurs facteurs risquent d'accentuer l'inflation sous-jacente. Pour freiner la hausse du ratio dette publique/PIB relativement élevé, il faudrait maîtriser les dettes éventuelles, comme celles imputables aux banques et aux entreprises publiques. Une nouvelle réforme des subventions permettrait d'accroître l'efficacité des dépenses sociales. En outre, il est essentiel d'améliorer la gouvernance des banques publiques afin d'éviter une nouvelle vague de créances douteuses et de soutenir le redressement de l'investissement.

L'investissement et les exportations sont les principaux moteurs de la croissance

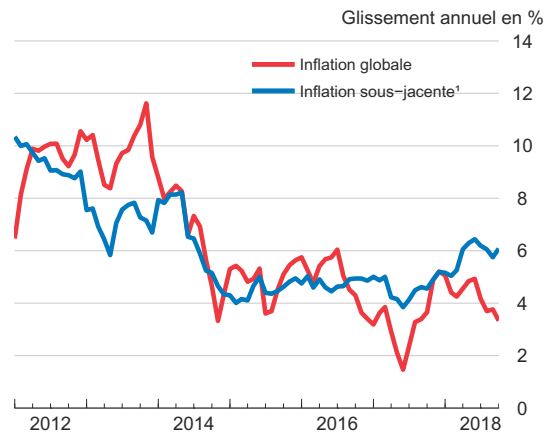
L'investissement progresse de façon régulière, sous l'effet de la hausse progressive du taux d'utilisation des capacités, de la mise en œuvre de grands programmes d'infrastructures et des récentes réformes structurelles qui soutiennent la confiance des investisseurs, en particulier l'adoption du nouveau Code de l'insolvabilité et de la faillite et la recapitalisation des banques publiques. Le rebond des exportations est favorisé par la baisse de la roupie et par la simplification des obligations fiscales relatives à la taxe sur les

Inde

Les exportations et l'investissement sont repartis à la hausse




L'inflation sous-jacente est sous tension



1. L'inflation sous-jacente ne tient pas compte des produits alimentaires, des boissons et de l'énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Office central de statistique (CSO, Central Statistics Office).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876784>

Inde : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de INR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2012/2013)				
PIB aux prix du marché	137.6	7.1	6.7	7.5	7.3	7.4
Consommation privée	80.9	7.3	6.6	7.2	7.4	7.4
Consommation publique	14.3	12.2	10.9	7.0	7.3	5.3
Formation brute de capital fixe	39.2	10.1	7.6	6.2	6.0	8.6
Demande intérieure finale	134.4	8.6	7.3	6.9	7.0	7.5
Variation des stocks ¹	6.4	-1.2	0.0	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	140.8	6.9	8.1	8.3	6.9	7.5
Exportations de biens et services	27.3	5.0	5.6	8.9	4.5	6.3
Importations de biens et services	30.4	4.0	12.4	12.0	3.4	6.9
Exportations nettes ¹	-3.2	0.1	-1.5	-0.9	0.1	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.5	3.1	4.9	4.7	4.3
Indice des prix à la consommation	—	4.5	3.6	4.5	5.0	4.5
Indice des prix de gros ²	—	1.7	2.9	4.8	4.6	4.3
Solde financier des administrations publiques ³ (% du PIB)	—	-7.0	-6.6	-6.4	-6.2	-6.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.6	-1.9	-2.1	-2.8	-3.0


Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Tous biens.

3. Solde budgétaire brut du gouvernement central et des états.

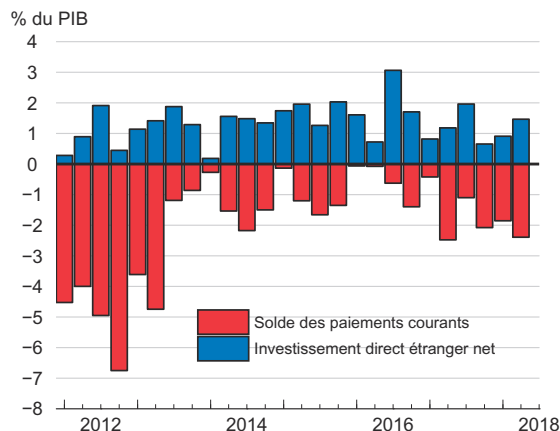
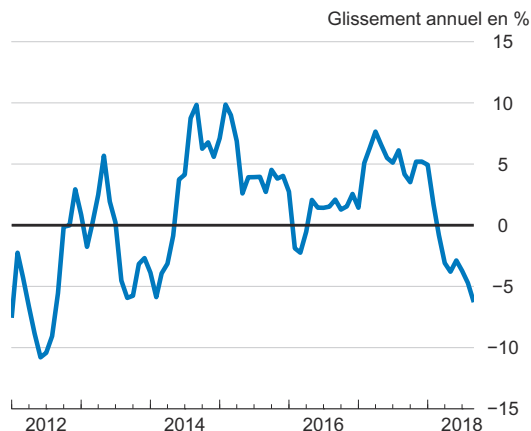
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877791>

biens et services (GST, *Goods and Services Tax*). La consommation privée reste vigoureuse, notamment dans les zones rurales où les revenus ont bénéficié d'une mousson favorable ainsi que de la régularité des dépenses publiques consacrées au logement, aux programmes en faveur de l'emploi et aux routes en milieu rural.


Inde

Le déficit courant se creuse

Le taux de change effectif réel¹ se déprécie

1. Le taux de change effectif réel est calculé à partir d'un panier de 36 monnaies (pondéré par les échanges).

Source : Banque de réserve de l'Inde (RBI, Reserve Bank of India).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876803>

La hausse des prix à la consommation demeure à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif, en partie du fait de facteurs exceptionnels, comme la mousson favorable, la baisse des droits d'accises sur les produits pétroliers et la demande adressée par le gouvernement aux entreprises publiques de commercialisation de produits pétroliers pour qu'elles diminuent leurs marges. Les tensions sur l'inflation s'accroissent néanmoins en raison de la dépréciation de la roupie et des récentes augmentations de la rémunération et de l'allocation logement des salariés du secteur public. L'inflation sous-jacente et les anticipations d'inflation progressent légèrement.

Le déficit des opérations courantes se creuse, du fait du différentiel de croissance entre l'Inde et d'autres économies et de l'augmentation des prix du pétrole. Le financement du déficit devient plus difficile, étant donné que les entrées d'investissement direct étranger sont faibles et que les investissements de portefeuille quittent le pays, attirés par des rendements plus élevés dans les économies avancées. Le gouvernement a relevé les droits à l'importation afin de limiter le déficit courant et assoupli les contraintes pesant sur le recours à l'emprunt extérieur par les entreprises. La dépréciation du taux de change effectif réel reste modérée. Les facteurs de vulnérabilité extérieurs suscitent aujourd'hui moins de préoccupations que lors des précédents épisodes de turbulences financières, du fait de l'amélioration des paramètres macroéconomiques fondamentaux et de la reconstitution des réserves de change.

Il est indispensable de mener de nouvelles réformes structurelles pour améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population

L'Inde dispose d'une faible marge de manœuvre budgétaire et monétaire. Le déficit et la dette publics restent élevés en proportion du PIB. La démonétisation, la mise en œuvre de la GST et les amnisties fiscales ont accéléré la réduction de l'économie informelle et conduit à une augmentation du nombre de contribuables. Cependant, la hausse des salaires et des retraites dans le secteur public, les tensions auxquelles sont soumis les bilans des entreprises et des banques, l'effacement de la dette des agriculteurs et la baisse des droits d'accises pèsent sur les résultats budgétaires. De ce fait, il n'est guère possible de financer l'amélioration des infrastructures et des services sociaux. Les prévisions reposent sur l'hypothèse d'un relèvement marginal des taux directeurs permettant de maintenir l'inflation à l'intérieur de la fourchette retenue comme objectif et d'ancrer les anticipations d'inflation.

Des réformes structurelles sont indispensables pour pérenniser la croissance et élever les niveaux de vie. La réforme des subventions en cours, qui consiste à remplacer les subventions aux prix par des transferts monétaires directs aux ménages versés sur leurs comptes bancaires et à utiliser un numéro d'identification unique, accroît l'équité et l'efficacité des aides aux ménages. En outre, elle renforce l'inclusion financière, réduit les distorsions sur les marchés et génère des économies pour l'État. Les initiatives qui, à l'échelle locale, ont permis de réformer les subventions aux produits alimentaires et aux engrais, devraient être étendues. Le nouveau Code de l'insolvabilité et de la faillite facilite l'apurement des créances douteuses et change progressivement le comportement des débiteurs. Pour en tirer pleinement parti, il faudrait accroître les ressources judiciaires. Afin d'assainir le secteur financier, la recapitalisation prévue des banques publiques devrait s'accompagner d'une réforme de la gouvernance et d'une amélioration des systèmes destinés à prévenir les fraudes bancaires.

La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité est une priorité pour élever les niveaux de vie, faire reculer l'économie informelle et réduire les inégalités de revenus. Il est essentiel d'adapter les programmes de formation aux besoins des employeurs afin de renforcer les créations d'emploi dans le secteur formel, les gains de productivité et les résultats à l'exportation. Les réformes de la réglementation du travail mises en œuvre au niveau des États fédérés devraient être évaluées et étendues lorsqu'elles sont efficaces, ce qui nécessiterait des données à jour sur l'emploi et sur la qualité des emplois. Par ailleurs, l'Inde a la possibilité d'améliorer sa participation aux chaînes de valeur mondiales, de réaliser des gains de productivité et d'accroître les revenus en facilitant davantage l'exercice des activités économiques et en libéralisant les échanges et l'investissement.

La croissance du PIB devrait rester vigoureuse en 2019 et en 2020

Le durcissement des conditions financières, la hausse des prix du pétrole, des termes de l'échange défavorables, l'affaiblissement de la croissance dans les pays partenaires et l'accroissement des incertitudes politiques en Inde comme à l'étranger tendront à réduire quelque peu la croissance. Pourtant, l'activité économique, dynamique, ne devrait que légèrement ralentir. Les progrès accomplis récemment dans l'administration de la GST, qui ont permis de raccourcir les délais de remboursement d'impôts des entreprises exportatrices, ainsi que la dépréciation de la roupie, vont doper les exportations. L'investissement des entreprises restera vigoureux, porté par les récentes réformes structurelles et l'amélioration des infrastructures (routière et de distribution d'énergie en particulier). La décision d'augmenter les prix de soutien minimums et les achats publics de certains produits agricoles accentuera les tensions inflationnistes. La crédibilité de la Banque de réserve en matière de ciblage de l'inflation et les légères hausses des taux directeurs prévues contribueront à ancrer l'inflation. Si les établissements financiers non bancaires rencontraient des difficultés imprévues et si la réduction des créances douteuses prenait du retard, la confiance et l'investissement seraient pénalisés. Les principaux risques extérieurs résident dans une nouvelle hausse des prix du pétrole et la propagation de turbulences survenues dans d'autres économies de marché émergentes. En revanche, le relèvement des droits de douane appliqués par les États-Unis aux importations chinoises pourrait se révéler favorable aux exportations indiennes, notamment du secteur du textile.